

Turquie: Erdogan purge l'appareil d'Etat

PAR STÉPHANIE FONTENOY
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 18 JUILLET 2016



Le président Erdogan après le coup d'Etat manqué. © Reuters

En Turquie, après le coup d'État militaire avorté du 15 juillet, au cours duquel au moins 308 personnes ont été tuées, le président Erdogan veut mettre la société au pas. Une purge immédiate et radicale a commencé dans l'armée, la justice, la police et la bureaucratie. Reportage à Istanbul.

Istanbul (Turquie), correspondance.- Les nuits d'Istanbul ont des airs de fête nationale depuis le coup d'État militaire avorté du 15 juillet, au cours duquel au moins 308 personnes ont été tuées, et 1 440 blessées. Des cortèges de voitures toutes vitres ouvertes, d'où dépassent de jeunes Turcs euphoriques brandissant le drapeau carmin frappé d'un croissant de lune et d'une étoile, circulent en boucle dans les rues, répandant dans leur sillage un concert de klaxons. De leurs stéréos émanent l'hymne républicain et des chants politiques à la gloire du président Recep Tayyip Erdogan et de son Parti de la justice et du développement (AKP). En plus des appels à la prière, les haut-parleurs des mosquées invitent les fidèles à descendre dans la rue « *pour défendre le pays* ». « *Nous sommes très fiers de notre peuple, car nous nous sommes opposés aux comploteurs de l'armée. La Turquie sort grandie et plus forte de cette épreuve* », explique un électeur de l'AKP qui a sorti son drapeau au lendemain du coup d'État manqué.

Usant comme d'habitude de fortes métaphores religieuses, le président islamo-conservateur joue sur la fierté nationale et la ferveur musulmane pour mobiliser ses partisans et les inviter à faire front, en particulier dans les grandes villes comme Ankara et Istanbul.

Les funérailles des antiputschistes lui ont servi dimanche de tribune pour galvaniser ses troupes. « *La semaine à venir est très importante. Vous allez remplir les places, nous ne pouvons pas, pour le moment, être tranquilles. Il ne s'agit pas là d'une opération d'une douzaine d'heures. Nous allons poursuivre les opérations avec conviction* », a exhorté le président turc devant une foule compacte.



Lors de la cérémonie en l'honneur des victimes, les cercueils des défunts « martyrs » arrivent à la mosquée Sehsade à Fatih, le 17 juillet. © Stéphanie Fontenoy

Funérailles ou meeting politique ? Les notables de l'AKP étaient venus en nombre avec leurs grosses berlines noires, garées en double file dans les rues de Fatih, un quartier conservateur où avait lieu la cérémonie. Des participants levaient l'index et l'auriculaire, signe de rassemblement du mouvement nationaliste turc. Par moments sereine et familiale, l'atmosphère devenait plus partisane lors du passage des cercueils contenant les dépouilles, encadrées par des forces de l'ordre, ovationnées de puissants « *Allahu akbar* » (« Dieu est grand ») pour se donner du baume au cœur. Les corps des soldats putschistes, pour la plupart de jeunes appelés, ont été exclus des hommages nationaux, puisqu'ils sont considérés avant tout comme des traîtres.

Après le recueillement, place aux règlements de comptes. Une purge immédiate et radicale a commencé dans l'armée, la justice, la police et la bureaucratie. Le président Erdogan a fait arrêter son plus proche conseiller militaire, le colonel Ali Yazici, ainsi que le général Mehmet Disli et le commandant de la base aérienne d'Incirlik, le général Bekir Ercan Van. Au total, 36 généraux seraient détenus. #Des milliers de militaires, un tiers des juges et des procureurs, 30 préfets, 46 sous-préfets, 8 000 agents de police ont été limogés, interrogés, placés en garde à vue. L'agence de

presse progouvernementale turque Anadolu rapporte en outre ce lundi que des mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre de 2 745 juges et procureurs dans toute la Turquie. Près de 9 000 fonctionnaires du ministère de l'intérieur ont également été limogés.

Et ce n'est qu'un début. Ce grand nettoyage vise surtout les milieux gülenistes, proches de l'iman Fethullah Gülen, un ancien allié devenu ennemi juré du président turc. Ce dernier accuse le prédicateur d'être l'instigateur du coup d'État, à travers son influente confrérie « Hizmet » dont les membres sont présents au sein de l'armée, de la magistrature et de l'administration. Bien qu'il soit exilé aux États-Unis depuis 1999, le prédicateur musulman est accusé par les autorités turques de diriger un État dans l'État. Sa plateforme, qui comprend notamment des médias, des écoles et un groupe financier, a d'ailleurs été récemment classée comme organisation terroriste en Turquie. « *Erdogan va utiliser cette tentative de coup d'État pour purger tous les sympathisants de Gülen des services publics* », affirme Aykan Erdermir, chercheur à la Foundation for Defense of Democracies basée à Washington aux États-Unis et ancien député turc du parti d'opposition CHP (républicain – laïc).

Ce coup d'État manqué constitue un prétexte en or pour l'homme fort de la Turquie, qui peut désormais imposer toutes ses volontés. Ce qui laisse planer de nombreux doutes sur l'origine et les motivations réelles de ce soulèvement. Fethullah Gülen a réfuté toute implication, suggérant qu'il pourrait s'agir d'un coup monté depuis le palais présidentiel. Certains, parmi l'opposition, dénoncent une « farce » et n'hésitent pas à comparer les événements du 15 juillet à l'incendie du Reichstag en 1933. Il se dit aussi que le président avait eu vent d'un complot, mais qu'il aurait fermé les yeux pour mieux mater la rébellion et sortir grandi de cet épisode. Pour Inar Izci, analyste politique turc, les racines du putsch proviennent des divisions internes au sein de l'appareil d'État. « *C'est une lutte fratricide entre les responsables du pouvoir. Que les auteurs soient les gülenistes ou une fraction dissidente de l'armée, ils appartiennent tous à l'élite dirigeante* », affirme-t-il.

« On a l'impression d'avoir eu affaire à des desperados »

Vrai ou faux, la rapidité avec laquelle s'est déroulée le putsch, la façon dont les militaires se sont rendus en opposant très peu de résistance, soulèvent de nombreuses questions. « *Le mode opératoire avait l'air trop maladroit. On connaît la puissance de l'armée turque et sa puissance de feu. Quand elle veut obtenir quelque chose, elle va jusqu'au bout. Elle est allée jusqu'à pendre un premier ministre dans le cas d'Adnan Menderes en 1960 ou de nombreux militants d'extrême gauche et d'extrême droite à la suite du coup d'État de 1980. On constate qu'il y a un manque de volonté, comme si cette entreprise était perdue d'avance. On a l'impression d'avoir eu affaire à des desperados* », souligne Bahar Kimyongür, journaliste d'opposition visé par la justice en Turquie.

Pour ce dernier, qui le tient de source militaire, les jeunes appelés ayant participé au coup d'État auraient pu être manipulés. « *Certains soldats pourraient ne pas avoir été mis au courant de leur participation à un putsch*, affirme-t-il. *Ils auraient reçu la consigne de bloquer certains axes, ponts et édifices officiels, dans le cadre d'une opération antiterroriste. Il se peut que ces militaires aient été manipulés et n'aient pas forcément été au courant de cette opération et de ce qui se tramait.* »

D'autres ont vu dans cette tentative de renversement une intervention totalement déconnectée de la société turque dans son ensemble. « *Cette tentative de coup d'État dénotait une méconnaissance de ce qu'est devenue la Turquie. Elle a été menée avec l'état d'esprit de 1980. Le fait qu'on ait laissé les réseaux sociaux fonctionner, par exemple. Ce n'est plus en prenant la télévision publique qu'on contrôle l'opinion. La façon de faire était incroyablement archaïque* », souligne Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français des études anatoliennes d'Istanbul et auteur, avec le journaliste Nicolas Cheviron, du récent ouvrage *Erdogan, Nouveau Père de la Turquie ?* (**lire l'entretien réalisé par Pierre Puchot**).

Une seule certitude : l'homme fort d'Ankara sort grandi de l'épreuve, ayant réussi sa démonstration de force en direct devant les caméras du monde entier, le « peuple » prétendument derrière lui. « *Cela crée une nouvelle configuration pour les années à venir, car Recep Tayyip Erdogan est intouchable, il est devenu un héros de la démocratie. Par un référendum, il va obtenir la possibilité de changer la Constitution très facilement, de passer au système présidentiel, et surtout il va devenir très difficile de construire une opposition politique* », poursuit Jean-François Pérouse.



Place Taksim, l'ancien centre culturel Atatürk. © SF

La gauche turque est sur des charbons ardents, pendant que les minorités, notamment les alévis, se sentent menacées par la montée en puissance des musulmans sunnites. « *Je ne sais pas ce qui va se passer demain, mon pays m'échappe* », explique un étudiant turc, qui préfère rester anonyme, par peur des représailles. « *Après les militaires, s'inquiète-t-il, Erdogan va s'attaquer aux gens éduqués, aux intellectuels, car ils sont une menace pour lui. Il veut nous réduire au silence car nous ne sommes pas avec lui. Il n'y aura plus de juges pour me représenter, car ils seront tous à la botte du pouvoir.* »

La peur de l'avenir est palpable, au point que de nombreux Turcs réfléchissent à quitter le pays. « *Le gouvernement va agir comme s'il avait les pleins pouvoirs. Ma plus grande inquiétude est que le soutien populaire à l'AKP devienne plus fort et plus interventionniste, et qu'il nous influence dans la vie de tous les jours. Les personnes de gauche, laïques ou non conservatrices, les personnes LGBT, se sentent menacées. Je crains encore plus de fragmentations dans la société. À moyen terme, je pense que ce pays pourrait descendre dans une guerre civile, avec des éliminations d'opposants et des emprisonnements* », redoute Inan Izci.

Signe avant-coureur de ses tendances répressives, le président Erdogan n'a pas exclu de rétablir la peine de mort, abolie en 2004. Répondant à une foule qui scandait « *Nous voulons la peine de mort* » pour les putschistes, le président turc a affirmé, dimanche : « *Je pense que notre gouvernement va en discuter avec l'opposition et qu'une décision sera sans aucun doute prise* », a-t-il affirmé. « *En démocratie, la décision, c'est ce que veut le peuple. Nous ne pouvons pas trop retarder cette décision car dans ce pays, ceux qui mènent un coup contre l'État sont dans l'obligation d'en payer le prix.* »

Dans l'immédiat, les quatre partis représentés au Parlement turc affichent une unité de façade, condamnant de concert le coup d'État et vantant la victoire de la démocratie. Dans ce contexte, il est probable que le chef de l'État obtienne rapidement le soutien des députés pour approuver son projet de référendum en vue d'établir un régime présidentiel en Turquie, qui assoirait officiellement son pouvoir. Son rêve est désormais à portée de main.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.